

L'intégration est un échec, mais n'abandonnons pas!

ALAIN COURTOIS

Premier échevin à la Ville de Bruxelles et député bruxellois

L'intégration est un échec. Moi qui ai lutté pendant près de 33 ans, en jouant la carte de l'insertion et de l'émancipation par le sport, je dois reconnaître qu'aujourd'hui, on est très loin d'avoir réussi notre pari. En effet, le sport, par essence, est supposé être un des principaux vecteurs d'intégration et du vivre ensemble. Malheureusement, force est de constater que le communautarisme existe aussi dans le sport, le corrompant à tel point qu'il est de plus en plus complexe, pour les acteurs de terrain, d'endiguer ce phénomène.

Au-delà du sport, c'est la Belgique dans son ensemble qui est touchée par cette problématique. En effet, les autorités ont préféré se focaliser, depuis des décennies, sur les querelles communautaires et linguistiques, cherchant constamment à maintenir un équilibre précaire entre Flamands, Wallons et Bruxellois, délaissant ainsi les communautés d'origine allochtone.

Les travailleurs et leurs familles, arrivés en Belgique dès le milieu des années 60, ont été accueillis principalement dans nos grandes villes, mais ont intégré les quartiers les plus précarisés, tant en termes de logement que d'équipements scolaires et culturels. À l'époque, et jusqu'il y a peu, un parcours d'accueil ou d'intégration leur permettant de tisser des liens avec la population locale était considéré comme un ta-

bou par la gauche. Le Belge, dans toute la désinvolture qui le caractérise, s'est imaginé que ces nouveaux venus allaient s'intégrer au fil du temps, en oubliant qu'il s'agissait de conjuguer des cultures et des religions différentes.

Livrées à elles-mêmes, ces communautés se sont donc regroupées entre elles, car face à l'exclusion et la précarité, nous avons tous tendance à nous rassembler. Et là est le point de rupture. Déjà à cette époque, nos politiques n'ont pas compris les enjeux et les nécessités de développer une véritable intégration, notamment à l'aide d'un parcours dédié.

Mais, plus important encore, les règles de vie en société, le respect de la femme et de nos acquis fondamentaux, ont été oubliés au profit du multiculturalisme et au détriment de l'interculturalisme. Pire, plus récemment, on a choisi d'appliquer un concept initialement inventé pour favoriser l'intégration des personnes handicapées à une problématique radicalement différente, qui touche à nos valeurs et aux combats pour nos libertés qui ont été menés au cours du XX^e siècle. Je parle ici des accommodements raisonnables, solution miracle, mise à toutes les sauces par la gauche et qui n'a eu pour effet que de renforcer les différences au quotidien.

Ce cocktail a contribué à générer des rues, puis des quartiers entiers repliés sur eux-mêmes et régis par leurs règles de vivre ensemble. La majorité des politiques, et moi compris, est incontestablement responsable mais il est à présent urgent que

nous ouvrons toutes et tous les yeux. Par conséquent, tout ce qui contribue à provoquer un communautarisme supplémentaire voire une getthoïsation, doit être fermement proscrit. Il ne peut y avoir d'exception pour des motifs religieux ou culturels, ni d'accommodements raisonnables. Il faut également inscrire la neutralité dans la Constitution au plus vite. Il faut réappliquer la loi quant aux séjours illégaux et donner les moyens de lutter contre les mariages blancs ou tout autre moyen illégal d'acquisition de la nationalité.

Les bases historiques

À défaut d'un parcours d'intégration enfin obligatoire, il nous faut dès lors miser sur les bases historiques de notre société, dont l'éducation et le respect de nos valeurs. Il faut ainsi répéter, dès le plus jeune âge, que la vie en société nécessite des règles et que celles-ci doivent être respectées. Comme j'aime à le rappeler, tout le monde, sans exception, doit pouvoir monter sur le terrain, mais une fois dans le jeu, les règles doivent être respectées au risque d'être pénalisé.

Dans le même temps, il faut donner aux jeunes des quartiers des objectifs, des perspectives et des sources de développement. Cela passe, pour Bruxelles, par la régionalisation de l'enseignement, par un réinvestissement dans nos infrastructures scolaires (via un grand emprunt) mais aussi par une politique d'emploi valorisante. En tant que libéral, je suis en effet convaincu que nous devons nous battre pour enfin

sortir de la logique de l'assistanat et du patriarcat, afin de permettre à tous nos jeunes de trouver leur place dans une société épanouissante et porteuse d'espoir pour l'avenir.

Nous sommes à un tournant. Oui, des zones de non-droit existent dans certains quartiers. Oui, en tant qu'officier de l'Etat civil il m'arrive d'être confronté à des couples qui refusent de me serrer la main. Oui, la police doit parfois faire face à des groupes qui semblent hermétiques à toute règle et dénués de tout respect de la vie en société. Je ne pense pas que l'on puisse taxer d'islamophobie le fait de dénoncer ces situations. Je suis au contraire optimiste pour l'avenir mais il faut agir maintenant. La majorité de la population veut construire une vie plus juste tant pour les générations actuelles que futures. N'abandonnons pas maintenant. N'abandonnons jamais!

Les querelles communautaires et linguistiques, cherchant à maintenir un équilibre précaire entre Flamands, Wallons et Bruxellois, ont détourné de la question des communautés d'origine allochtone.